

# A Lesbos, fin de l'espoir pour les nouveaux réfugiés

L'accord entre l'UE et la Turquie crée un statut différent pour les migrants arrivés après le 20 mars

LESBOS (GRÈCE) - envoyée spéciale

**« Les besoins médicaux et psychologiques se multiplient désormais »**

ELECTRA KOUTSOUMANI  
coordinatrice de Médecins  
du monde en Grèce

saient déjà par le camp de Moria, mais ils en repartaient très vite, une fois enregistrés. C'était juste une étape avant de rejoindre l'Europe continentale ou de demander à bénéficier du programme de relocalisation dans un pays de l'Union. Aujourd'hui, leur nom est noté par la police du camp, mais leur demande d'asile, elle, n'est même pas enregistrée. La Grèce a décidé d'appliquer la rétention avant d'avoir dessiné le cadre juridique de ses nouvelles règles. Le texte, signé le 18 mars avec la Turquie, autorise le renvoi de tous les entrants de l'autre côté de la mer Egée, même s'ils sont mineurs. Ces derniers représentent 40 % des réfugiés.

## Couper l'autoroute de l'exil

En 2015, plus de la moitié du flux des 820 000 migrants passés par la Grèce est entrée à Lesbos. Cette année, 87 000 ont accosté sur l'île avant le 20 mars, 1 683 depuis l'entrée en vigueur de l'accord. C'est moins que début mars, certes, mais autant qu'en 2015 à la même époque. Le texte vise donc à couper cette autoroute de l'exil en obligeant la Turquie à surveiller ses frontières ou à reprendre tous ceux qu'elle a laissés passer.

Ces nouvelles règles ont encore « fait monter le stress des arrivants », se désespère Electra Koutsoumani, la coordinatrice de Médecins du monde Grèce, qui travaille dans le camp de Moria. « Les besoins médicaux et psychologiques se multiplient désormais avec la montée de l'inquiétude. Il semble inconcevable aux réfugiés d'être renvoyés en Turquie, compte tenu du coût humain et matériel de la traversée », ajoute la logisticienne.

Et pourtant... Les préparatifs sont déjà entamés. Le 20 mars, les 700 Pakistanais qui campaient



Des migrants de Syrie au camp de Moria, sur l'île grecque de Lesbos, le 24 mars. FABIO BUCCIARELLI/ANP

face à Moria dans un espace ouvert ont été priés par la police de rejoindre le lieu de rétention. Rangés dans la catégorie des migrants économiques, ils n'obtenaient déjà pas de laissez-passer, obligatoire pour monter à bord d'un ferry pour Athènes.

Depuis, une partie d'entre eux a été emmenée en catimini vers la Grèce continentale. Leur renvoi en Turquie ne fait de doute pour personne, même s'il n'est pas officiellement confirmé. « C'est mathématique, il faut faire de la place à Moria pour les nouveaux arrivants puisque le processus de sortie est suspendu », observe Michele Telaro, le responsable de Médecins sans frontières (MSF) dans l'île.

Son organisation, comme le HCR, a stoppé le transport vers Moria des nouveaux arrivants. Afin d'éviter aux migrants la tra-

versée à pied de l'île pour aller s'enregistrer, toutes deux les acheminaient en bus vers le camp. « Notre opposition de principe à la détention obligatoire des demandeurs d'asile nous amène à stopper cet acheminement vers un lieu qui s'apparente à une prison », observe M. Cheshirkov. Ce dernier dénonce aussi la reconnaissance de la Turquie comme « pays tiers sûr », un préalable imposé par l'UE à la Grèce afin qu'elle puisse renvoyer les arrivants. MSF, qui partage ce point de vue, s'est retiré du camp de Moria, comme l'International Rescue Committee (IRC) et le Conseil norvégien des réfugiés. Le HCR, lui, s'y maintient « pour informer, observer et repérer les plus vulnérables », ajoute M. Cheshirkov.

Alors que Nasrine peut dès qu'elle le souhaite prendre un ferry pour Athènes, le sort des

« After 20 » reste, lui, très incertain. « Le 19 mars, la représentante du gouvernement ici nous disait que seules les personnes non éligibles à l'asile seraient renvoyées vers la Turquie. Trois jours après, elle était beaucoup moins optimiste », résume un autre humanitaire.

## Cahute de 15 m<sup>2</sup>

Personne ne semble avoir vraiment idée des modalités d'application du texte. Pourtant, le temps est compté. Même presque vidé de ses Pakistanais, le camp de Moria affichera bientôt complet, insistent plusieurs observateurs. Et les autres infrastructures d'accueil de l'île ne sont pas conçues pour la rétention...

C'est le cas de Kara Tepe, le camp sans barrière ni grillage géré par la municipalité et construit en juin 2015 par le HCR, à une époque où les migrants dormaient sur le

port. C'est là que Nasrine s'est installée. Dans sa cahute d'une quinzaine de mètres carrés, son petit sac à dos est prêt pour un départ prochain. Sans précipitation car, sous « l'ancien régime », les Syriens obtenaient un laissez-passer valable six mois sur le territoire. Un avantage dont bénéficie Nasrine, mais plus aucun des nouveaux entrants. Ce qui fait dire à Yannis Anagnostou, un bénévole de Mytilène, qu'« avec cet accord et le retour à la rétention, la Grèce fait un saut de plusieurs années en arrière dans l'avant-Tsipras ». C'est aussi l'avis de la grosse centaine de bénévoles qui ont manifesté, jeudi 24 mars, devant le camp de Moria, et samedi dans la capitale de l'île, en scandant « Honte à l'UE ». A Lesbos, l'incertitude nourrit tension et contestation. ■

MARYLINE BAUMARD

## VERBATIM

« Le Christ ressuscité, annonce de vie pour toute l'humanité, (...) nous invite à ne pas oublier les hommes et les femmes en chemin, dans la recherche d'un avenir meilleur, file toujours plus nombreuse de migrants et de réfugiés - parmi lesquels de nombreux enfants - fuyant la guerre, la faim, la pauvreté et l'injustice sociale. Ces frères et sœurs rencontrent trop souvent en chemin la mort ou du moins le refus de ceux qui pourraient leur offrir un accueil et de l'aide. »

Le pape François a fastigé, dimanche 27 mars, au Vatican, « ceux qui pourraient offrir un accueil et de l'aide » aux migrants en Occident, lors de son message « Urbi et Orbi ».